

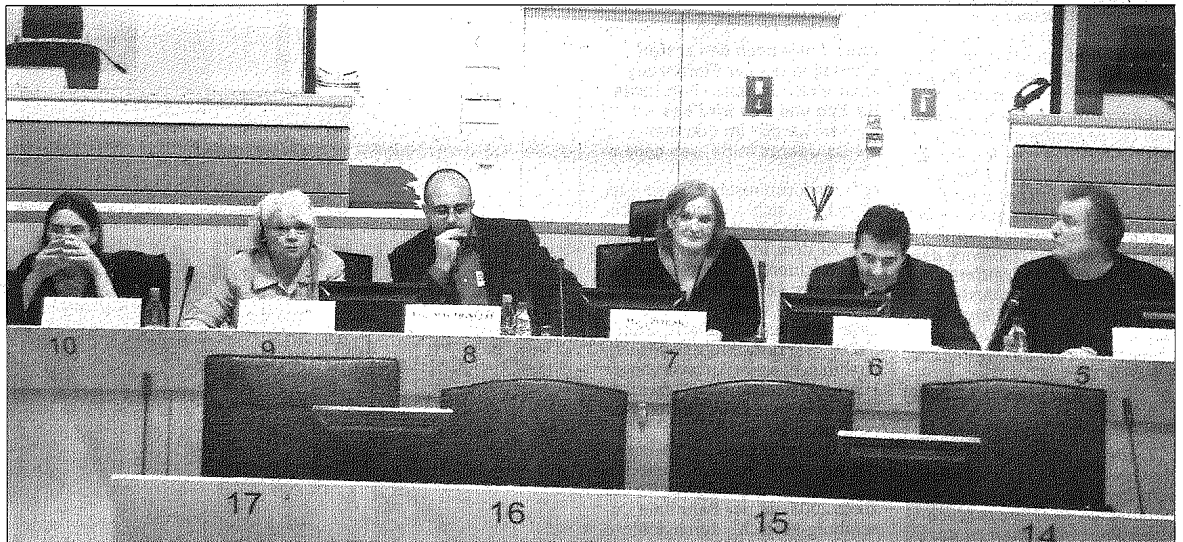
L'économie sociale et solidaire, pôle d'utilité publique

Le concept d'économie sociale (ES) est intimement lié aux notions de progrès et de cohésion sociale. Ce secteur a un vaste potentiel de création de valeur ajoutée sociale qui n'est pas toujours aisé de percevoir et de quantifier. Il interroge les méthodes d'évaluation traditionnelles de la richesse sensée produire du bien-être.

De nombreuses études ont mis en évidence le fait que l'économie sociale crée un espace régulateur du système, afin d'atteindre un modèle de développement social et économique plus équilibré. Elle contribue aussi à assurer une distribution plus équitable des revenus et de la richesse, à créer et offrir des services sociaux d'intérêt général, à garantir un développement durable, à renforcer la démocratie et à accroître l'efficacité des politiques publiques.

La législation

La reconnaissance de l'économie sociale est très diverse d'un pays à l'autre. L'Espagne, l'Italie et la France qui ont une longue tradition d'ES disposent d'un grand arsenal législatif. On peut relever les dispositions législatives les plus récentes concernant les entreprises sociales (Finlande 2003, Lituanie 2004 et Italie 2005) sur les coopératives sociales (Pologne et Portugal 2006) ou les organisations non lucratives



Emmanuelle Faure (directrice du Centre européen des fondations), Anne David (présidente du Comité européen des associations d'intérêt général), Luigi Martignetti (secrétaire général du réseau européen des villes et des régions pour l'économie sociale), Marie Zvoiská (membre du CESE), Maurice Durantont (président de l'association internationale de la mutualité), Rainer Schlüter (directeur de Coopératives Europe) (d.g.à d.)

d'utilité sociale (Onlus, en Italie 1997).

On observe également l'émergence de nouvelles formes d'organisations: Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC, France 2001) ou Coopératives d'initiatives sociales (Espagne).

Au Luxembourg, notons que le réseau Objectif Plein Emploi travaille à l'élaboration d'un nou-

veau statut d'Association d'intérêt collectif. Autant la plupart des nouvelles formes de statuts sont des déclinaisons d'un modèle commercial pour intégrer des finalités sociales et/ou des modes de fonctionnement multi-partenariaux, OPE, dans sa démarche, a choisi de partir des activités dites d'économie solidaire (développées dans les Centres d'initiatives et de gestion - CIG - actuellement organisés sous statut d'association sans but lucratif - asbl) par exemple pour élaborer un modèle répondant aux exigences d'activités qui ne sont pas intégralement soumises aux contraintes du marché (économie plurielle).

Ces organisations qui remplissent des missions d'intérêt général peuvent bénéficier de (justes) mesures fiscales particulières mais sont confrontées aux comportements d'agents opportunistes qui cherchent à bénéficier de ces avantages sans pour autant supporter les coûts qui s'y rattachent.

Défis et tendances

L'économie sociale est un secteur émergent au sein d'une économie plurielle. On reconnaît son rôle en tant que pôle d'utilité sociale, situé entre le secteur capitaliste et le secteur public. Mais l'ES doit relever le défi de son in-

visibilité institutionnelle due en partie à son manque d'identité conceptuelle. Cette définition permettrait de faire face au défi de son identification juridique et de sa prise en compte dans les registres statistiques (avec un travail en cours sur les comptes satellites pour comptabiliser l'ES).

C'est le rôle d'INEES de faire reconnaître la validité conceptuelle de l'économie sociale et solidaire mais malheureusement les efforts publics en termes de recherche sont concentrés sur des secteurs économiques plus „classiques“. Il serait utile de faire une réelle évaluation des politiques publiques d'économie solidaire pour évaluer si elles représentent un coût ou un apport à la richesse nationale.

On prête à l'économie sociale sa capacité à produire de la cohésion sociale tout en respectant des impératifs de plus en plus pesants de compétitivité. L'ES ne peut être l'otage de la Commission qui veut faire passer ses impératifs de concurrence libre et non faussée, y compris sur les services sociaux d'intérêt général. En effet, c'est justement en s'affranchissant des règles du marché qu'on peut garantir la qualité et la finalité sociale d'un service.

Comme l'a souligné Rainer Schlüter (de Coopératives Europe), les défis qui sont posés à l'économie sociale et solidaire aujourd'hui sont de dépasser des

INEES, avec le soutien du Syvicol, devrait lancer un projet d'expérimentation dans plusieurs communes du Grand-Duché, pour construire de façon participative des critères d'évaluation de la qualité de vie et du bien-être dans les territoires. L'objectif est de fournir des outils d'aide à la décision pour les politiques publiques locales. Pour plus de renseignements: info@inees.org

intérêts catégoriels pour définir ce qu'on veut faire politiquement ensemble en définissant trois pistes à explorer:

- encourager les entreprises sociales qui sont créatrices d'emploi de qualité et produisent de la richesse;

- influencer les politiques publiques pour avoir de vraies initiatives de soutien;

- s'affirmer comme partie prenante du dialogue social.

Une série de pistes qui pourraient alimenter un des engagements du gouvernement du Luxembourg dans la reconnaissance de l'économie solidaire comme 3^e pilier économique.

L'économie sociale

Les plus-values

- **cohésion sociale:** par ses activités d'inclusion sociale et de création d'emplois et sa capacité à faire en sorte que chacun trouve sa place dans la société;
- **développement local et territorial:** par le développement d'initiatives locales au plus proche des besoins des citoyens, par la „territorialisation de ses activités“ dans un contexte de globalisation (!'ES ne délocalise pas!) et sa propension à générer du capital social;
- **innovation:** par sa capacité à déceler de nouveaux besoins (non créés artificiellement!) et à y répondre sans être prisonnière du contexte institutionnel (malgré un déficit des politiques publiques en matière de financement qui privilégie l'innovation technologique à l'innovation sociale);
- **emploi:** parce que c'est sa mission première et que ses structures sont des sociétés de personnes (qui placent les hommes et les femmes au cœur du projet) et non de capitaux (qui recherchent avant tout la rentabilité financière);
- **construction européenne:** par le rôle actif qu'elle joue dans le dialogue civil, dans la transition des économies des nouveaux Etats-membres vers l'économie de marché et les dimensions de solidarité, qu'elle met en œuvre à l'échelle de la planète.

Neue Ökonomie (11)

Neue Räumlichkeiten für die „Action sociale pour jeunes“

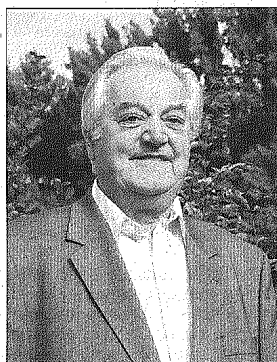
Ende 1995 waren die Renovierungsarbeiten der „Bestgens Millen“, zusammen mit dem Wohnungsbauministerium, abgeschlossen, und die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) konnte von Eich, wo sie bis jetzt untergebracht war, nach Schiffingen umziehen.

In einem ersten Stadium wurden hier Räumlichkeiten für 15 jugendliche Wohnungssuchende

zur Verfügung gestellt. Außerdem war im Erdgeschoss die Brasserie „Am Brill“ eröffnet worden, um einen Ort für Zusammenkünfte mit der einheimischen Bevölkerung und anderen Besuchern zu schaffen.

Weil das Grundstück der „Bestgens Millen“ als Naturschutzzone eingetragen war, nahm die ASJ Kontakt zur „Natur- a Vullschützliga“, dem „Haus vun der Natur“ und dem Umweltministerium auf, um die Herrichtung und den Unterhalt dieser Zone zu organisieren.

Dieses Projekt reihte sich dann in die bereits von der ASJ durchgeführten Arbeiten entlang der Collectrice du Sud, in Esch/Al-



Nic Eickmann

zette, in Bettemburg und im Petrusstal ein.

1996 war besonders der Realisierung des von OGB-L und ASJ angestrebten „Objectif Plein Emploi“, dies im Rahmen des „Objectif 2“ des Europäischen Sozialfonds für Wiederbelebung von Industrieflächen, gewidmet. Deswegen fanden dann auch mehrere Zusammenkünfte mit dem Arbeits- und Beschäftigungsministerium und dem Innenministerium statt.

Eine ganze Anzahl von Sensibilisierungskampagnen in den Gemeinden wurden durchgeführt und führten zu einer verstärkten Mitarbeit mit denselben.

Das alles führte dazu, dass der

ASJ immer mehr Aufmerksamkeit durch die Politik geschenkt wurde und die ASJ wurde sogar vom Präsidenten der Europäischen Kommission in Brüssel empfangen. Dieser interessierte sich für die Projekte der ASJ, dies im Zusammenhang mit der europäischen Politik der „Pactes territoriaux pour l'emploi“.

Auch die guten Resultate innerhalb des „Force“-Projektes „Odyssee“ ermunterten die ASJ zu einer verstärkten Weiterarbeit an ihren Projekten.

1996 waren 95 Mitarbeiter bei der ASJ beschäftigt.

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen d'économie solidaire (INEES).